

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 13 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE (macheix)

AVENUE LA TOUR DE LOYRE
19360 Malemort

Références : 2025-11-13 UiD192025-0120r georisques

Code AIOT : 0006003544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2025 dans l'établissement ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE (macheix) implanté AVENUE LA TOUR DE LOYRE 19360 Malemort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE (macheix)
- AVENUE LA TOUR DE LOYRE 19360 Malemort
- Code AIOT : 0006003544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société est spécialisée dans le transit et le regroupement de déchets. Elle réalise des travaux d'assainissement pour des particuliers, professionnels ou des collectivités. Ces travaux consistent en la réalisation d'opérations de pompage, de vidange, de débouchage, de curage et de nettoyage de canalisations ou de cuves.

Cette installation est classée au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de L'Environnement dans les rubriques 3550 et 2718 sous le régime de l'autorisation. Elle est soumise notamment au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 novembre 2008 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mai 2023.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 2-5-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À ce stade, aucune suite administrative n'est proposée. L'exploitant est toutefois invité à préparer et à transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours une réponse précise et étayée à chaque constat accompagné le cas échéant d'un échéancier de réalisation des actions correctives proposées. A la suite de l'examen des réponses apportées par l'exploitant, l'inspection pourra dans un second temps émettre de nouvelles propositions à M. le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 2-5-1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'inspection intervient suite à l'incident survenu le mercredi 29 octobre 2025.</p> <p>Selon l'exploitant, au cours de cet après-midi, le séparateur à hydrocarbures s'est mis en sécurité et a déclenché la condamnation du réseau. Cette condamnation a entraîné une mise en charge du séparateur qui a débordé dans sa zone de débordement de sécurité.</p> <p>L'alarme ne s'est pas déclenchée. La montée en charge s'est poursuivie et la zone de débordement de sécurité ayant été saturée, les eaux hydrocarbonées ont débordé sur la parcelle industrielle voisine en s'écoulant sur la voirie en enrobés. Ce voisin a contacté les services du SDIS, la gendarmerie et la commune mais pas l'exploitant.</p> <p>Une fois informé, l'exploitant a circonscrit la pollution en pompant, avec ses propres véhicules d'assainissement, le séparateur et la zone de débordement de sécurité en les vidangeant. Le SDIS s'est chargé de mettre de l'absorbant sur la voirie du site industriel voisin et un barrage filtrant avec buvard dans le cours d'eau la Loyre. Une balayeuse est ensuite intervenue afin de nettoyer la voirie du site industriel voisin.</p> <p>Quelques heures après, le séparateur a été remis en fonctionnement, la sécurité a été levée et l'écoulement a été rétabli. L'exploitant a prévu de faire vérifier par un électricien la jauge et l'alarme.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant dépolluait la voirie de la parcelle voisine ainsi que son réseau d'eaux pluviales (EP), dont un séparateur à hydrocarbures où il a été constaté des rejets parasites d'eaux hydrocarbonées, et le réseau EP de la commune jusqu'à la Loyre. L'exploitant a pompé également dans la Loyre les traces d'hydrocarbures bloqués en amont du barrage filtrant.</p> <p>Suite à cet incident, l'exploitant doit réaliser, sous 15 jours, une déclaration en ligne d'un incident ou d'un accident survenu dans une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le site : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</p> <p>De plus, il doit fournir sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan des réseaux d'eaux pluviales et usées mis à jour avec, notamment, la localisation des rejets du séparateur à hydrocarbures dans le réseau communal ;- la fiche de visite de l'électricien et les dispositions correctives adoptées pour prévenir tout nouveau cycle de défaillance des dispositifs de sécurité (gestion de la mise en sécurité du séparateur et alarmes, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois